ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 1er février 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "établissant les modalités de l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure dans l'élaboration des contrats d'affrètement et les conditions et prix auxquels ces contrats doivent satisfaire", a donné le 8 mai 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 1 februari 1996 door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende vaststelling van de modaliteiten van tussenkomst van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart in de totstandkoming van bevrachtingsovereenkomsten en van de prijzen en voorwaarden waaraan deze bevrachtingsovereenkomsten dienen te beantwoorden", heeft op 8 mei 1996 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Dans le texte français de l’intitulé, il y a lieu de remplacer les mots "les conditions et prix" par les mots "dans la fixation des conditions et des prix".

Préambule.

Alinéa 1er.

Lorsque, dans le préambule, il est fait spécialement référence à des articles déterminés d’un texte législatif ou réglementaire, seules les modifications que ces articles ont subies doivent être expressément mentionnées. Les modifications qui auraient affecté d’autres dispositions du texte dont il s’agit n’ont pas, par contre, à figurer dans le préambule.

L’alinéa doit, en conséquence, être rédigé comme suit :

"Vu le statut de l’Office régulateur de la Navigation intérieure annexé à l’arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l’Office régulateur de la Navigation intérieure, notamment les articles 6 et 7 modifiés par l’arrêté royal n° 173 du 30 décembre 1982;".

Alinéa 2.

Il n’est pas d’usage que les textes, dont le rappel est seulement estimé utile pour la détermination de la portée d’un arrêté, soient visés au préambule.

L’alinéa doit donc être omis.

Alinéa 2 (nouveau).

Il faut viser l’avis de la Commission des Communautés européennes du 20 novembre 1995.

Alinéa 4 (devenant l’alinéa 6).

Cet alinéa doit suivre immédiatement les considérants contenus aux alinéas 5 et 6 du projet (devenant les alinéas 4 et 5).

Dispositif.

Observations générales.

1. La rédaction du projet (aussi bien le texte français que le texte néerlandais) laisse à désirer. Outre d’assez nombreuses impropriétés de langage auxquelles il convient de remédier, des améliorations sur les points suivants devront être notamment apportées au texte :

a) il y a avantage à supprimer nombre de mots superflus qui ne facilitent guère la compréhension du texte; il est notamment de règle que les renvois à d'autres dispositions d'un même projet s'opèrent sans indiquer "du présent arrêté" ou "du présent article". A titre d'exemple, la phrase introductive de l'article 20, § 1er, selon laquelle "Les dispositions des articles 11 à 19 inclus du présent arrêté ne s'appliquent pas aux affrètements visés à l'article 2 du présent arrêté et relatifs ..." peut s'écrire "Les articles 11 à 19 ne s'appliquent pas aux affrètements visés à l'article 2 et relatifs ...";

b) les mots ou lettres entre parenthèses, les abréviations, la double conjonction "et/ou" ainsi que les articles "du/des", sont à bannir;

c) dans un texte réglementaire, pour marquer une obligation, on recourt au présent de l'indicatif plutôt qu'au verbe "devoir". Par exemple, mieux vaut écrire, à l'article 31, § 1er, 1°, "la proposition concerne ..." que "la proposition doit concerner ...". De même, il est déconseillé de recourir à l'emploi du futur.

2. Il est de règle que la numérotation des chapitres et des sections d'un texte législatif ou réglementaire se fait en chiffres cardinaux romains, exception faite toutefois en ce qui concerne le "Chapitre premier" et la "Section première".

3. Les divisions d’une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc. L’usage des tirets est, dans toute la mesure du possible, à éviter.

4. La division d’un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chaque paragraphe ne comporte qu’un seul alinéa. Tel est le cas, notamment, aux articles 20, 24, 26, 29, 31, 33.

5. Les délais et les pourcentages doivent s’écrire en toutes lettres; par exemple, à l’article 20, § 3 (devenant l’alinéa 3), on écrira "fixée à six p.c.", et à l’article 33, § 1er (devenant l’alinéa 1er) "au plus tard dix jours après les faits".

Observations particulières.

Plusieurs dispositions devant être entièrement réécrites, on se limite aux principales observations ci-après.

Article 1er.

Au 1°, mieux vaudrait écrire "le ministre qui a la réglementation de la navigation intérieure dans ses attributions".

Article 2.

Dans le texte français, on écrira "Le présent arrêté" et non "Cet arrêté". La même correction est à apporter chaque fois que cette dernière expression est utilisée.

Article 3.

1. Au paragraphe 1er, comme l'annexe 1 prévoit déjà l'obligation de joindre à la demande les documents visés aux 1° à 5° de l'alinéa 1er, prévoir la même obligation dans le corps même du texte fait double emploi. Mieux vaudrait compléter l'annexe en y mentionnant les documents visés au 6° et au 7° et limiter le paragraphe 1er au texte suivant :

"Art. 3. § 1er. La participation aux affrètements visés à l'article 2 est subordonnée à l'enregistrement du bateau auprès de l'Office par les soins de l'entrepreneur de transport, qui introduit à cet effet une demande au moyen du formulaire figurant à l'annexe 1.

L'enregistrement fait l'objet d'une attestation d'inscription remise à l'entrepreneur de transport".

2. Au paragraphe 2, la première phrase est à omettre. Le ministre n'est, en effet, pas habilité à déroger au régime de droit commun de la responsabilité.

3. Le paragraphe 3 omet de prévoir le cas de vol ou de détérioration de l'attestation.

4. Au paragraphe 4, il semble qu'il aille de soi qu'une nouvelle demande doive être introduite. Ce paragraphe serait, par ailleurs, mieux rédigé comme suit :

"§ 4. L'attestation d'inscription perd sa validité lorsque le bateau change de propriétaire ou est repris par un autre entrepreneur de transport".

Article 8.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, dans le texte français, on écrira "notamment" au lieu d'"entre autres". La même correction est à apporter chaque fois que cette dernière expression est utilisée. A l'alinéa 2 du même paragraphe, il faut écrire "Sauf dans les cas ...".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, la notion peu claire d'"affaires familiales" semble pouvoir être englobée adéquatement dans celle de "force majeure".

A l'alinéa 2, il est prévu que "L'Office peut prolonger cette période d'un mois maximum, si cela est justifié". Il est préférable d'écrire : "L'Office peut, si

les circonstances le justifient, proroger cette période d'un mois au maximum".

3. Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Un bateau radié d'office en vertu des paragraphes 1er et 2 peut à nouveau être inscrit sur la liste de tour, conformément à l'article 7, dès qu'il se retrouve effectivement disponible pour le transport".

Article 9.

Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

La troisième phrase peut être omise, si l'on rédige la deuxième comme suit : "Il fixe la période au cours de laquelle, sauf urgence, les demandes de tonnage peuvent être introduites".

Article 15.

La deuxième phrase peut être omise, si l'on rédige la première comme suit : "Tant qu'un candidat à une demande de tonnage n'a pas été désigné, celui qui l'a introduite peut, par écrit, la retirer ou en changer les conditions".

Article 16.

Le paragraphe 5 dispose que les conditions d'affrètement reprises dans le contrat ne peuvent déroger à l'article 33 de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial. Une telle disposition ne se justifierait que si ledit article 33 autorisait des dérogations. Tel n'est pas le cas. Cette disposition est, dès lors, à omettre, ainsi que partout ailleurs où elle se retrouve dans le projet.

Article 19.

Dans le texte français, l'intitulé "Partie 5", qui précède l'article 19, doit s'écrire "Section 5".

Le même article, toujours dans le texte français, est suivi d'un "Chapitre 6", alors qu'il doit s'agir d'un "Chapitre IV".

Article 25.

Au paragraphe 3, mieux vaut écrire :

"§ 3. Il est créé une commission d'avis composée de trois représentants des transporteurs".

Article 26.

1. Aux paragraphes 1er et 2 (devenant les alinéas 1er et 2), on écrira "par le ministre" et non "par arrêté ministériel". Par ailleurs, la précision que les membres doivent être guidés par des considérations d'intérêt général va de soi.

2. Au paragraphe 6 (devenant l'alinéa 6), la disposition prévoit que le ministre fixe "la forme juridique" de la commission d'avis. Une telle règle ne peut se concevoir, puisqu'il s'agit d'un des organes de l'Office et qu'il n'y a, dès lors, pas nécessité de donner une forme particulière à cet organe. Au demeurant, on ne voit pas comment le ministre pourrait imposer une telle forme juridique (A.S.B.L., société quelconque, etc.) à un tel organe.

Article 30.

Il serait plus heureux d'écrire : "répondent au moins" que "doivent minimalement répondre".

Article 33.

1. Le système qu'instaure l'article 33, en ses paragraphes 1er, 2 et 3 (devenant les alinéas 1er, 2 et 3), vise, en réalité, deux situations juridiques différentes :

a) celle de la conciliation demandée par les parties ou par l'une d'elles (§§ 1er et 2);

b) celle d'un arbitrage (§ 3).

Si l'on peut admettre que la commission de conciliation se voie attribuer le pouvoir, soit de concilier les parties, soit de formuler une proposition de transaction, il n'est pas permis de lui reconnaître également celui de "statuer" (§ 2), c'est-à-dire de trancher un différend sans que l'accord de toutes les parties ait été donné à une telle procédure qui est celle de l'arbitrage.

D'autre part, il ne peut être prévu dans un arrêté ministériel que, lorsque toutes les parties ont chargé la commission de conciliation d'une mission d'arbitrage, cet arbitrage se déroule autrement que de la manière prévue par les dispositions contenues dans la sixième partie du Code judiciaire.

Les termes "de statuer ou" utilisés au paragraphe 2 doivent, dès lors, être omis et le paragraphe 3 fondamentalement revu.

2. Par ailleurs, il y a lieu d'écrire "décision" et non "verdict".

3. Au paragraphe 4 (devenant l'alinéa 4), il est prévu que, pour délibérer valablement, la commission de

conciliation doit "être en nombre". Il semble bien que l'on doive, en fait, lire "au complet" comme dans la version néerlandaise du projet.

Dans le texte néerlandais le mot "aanwezig", suivant immédiatement le mot "voltallig", devrait être omis.

Article 36.

Le 2° de la version française du projet, qui n'est guère compréhensible, est à réécrire.

Article 40.

1. Si l'article 6 du statut de l'Office régulateur de la navigation intérieure habilite le ministre à prévoir des "sanctions disciplinaires", ce dernier ne puise dans aucune habilitation expresse du législateur le pouvoir de prévoir des amendes administratives, comme le fait le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), 1°.

2. Les raisons pouvant justifier les autres sanctions, prévues aux 2° et 3° du même alinéa 1er, doivent être mieux déterminées et la manière dont s'exercent les droits de la défense - eu égard aux conséquences, notamment, patrimoniales de ces sanctions - établie de façon moins sommaire. Il s'imposera, en outre, de respecter les principes généraux qui encadrent la répression administrative.

En outre, le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 42.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la base légale sur laquelle le ministre pourrait se fonder pour habiliter le commissaire de l'Office de régulation de la navigation intérieure à diviser la liste de tour de rôle "suivant les districts d'affrètement".

Article 43.

La phrase introductive s'écrira :

"Art. 43. Sont abrogés :".

En outre :

a) au 3°, dans la référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 1953, les mots "tel qu'ultérieurement modifié" seront remplacés par les mots "modifié par les arrêtés ministériels des 1er février 1954, 25 septembre 1954, 12 septembre 1955, 29 septembre 1956, 13 avril 1957, 28 décembre 1965, 15 septembre 1966, 12 juin 1968, 21 juin 1970, 28 juillet 1970, 29 janvier 1974, 11 mars 1974 et 27 décembre 1989";

b) au 4°, dans la référence à l'arrêté ministériel du 19 février 1954, il faut écrire "des bureaux d'affrètement à tour de rôle de l'Office" et non "des bureaux de tour de l'Office";

c) on omettra l'arrêté ministériel du 18 juin 1959, visé au 6°, ledit arrêté ayant été abrogé par l'arrêté ministériel du 6 octobre 1967;

d) au 8°, dans le texte relatif à l'arrêté ministériel du 6 octobre 1967, on ajoutera : "modifié par l'arrêté ministériel du 29 octobre 1969";

e) le texte français qui se rapporte à l'arrêté ministériel du 14 mars 1985, visé au 17°, sera complété par : "modifié par les arrêtés ministériels des 6 mars 1986 et 25 janvier 1990";

f) au 18°, il convient de reproduire correctement l'intitulé de l'arrêté ministériel du 15 novembre 1985 qui est "relatif aux délais de staries et aux taux de surestaries pour les contrats d'affrètement conclus à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, pour les transports à effectuer à l'intérieur des frontières du Royaume";

g) au 20°, on omettra, pour l'arrêté ministériel du 11 mai 1987, les références, devenues sans objet, aux arrêtés ministériels des 22 octobre 1992 et 5 octobre 1993, mais on ajoutera les mots "et 6 octobre 1995";

h) le texte français relatif à l'arrêté ministériel du 17 juillet 1987, visé au 21°, doit mentionner la modification apportée à cet arrêté par l'arrêté ministériel du 27 février 1989;

i) il y a lieu d'omettre le 22° puisque l'arrêté ministériel du 24 décembre 1991 a été abrogé par l'arrêté ministériel du 29 février 1996.

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la partie néerlandaise, in fine, du présent avis.

Opschrift.

De Nederlandse tekst van het opschrift dient als volgt te worden gesteld :

"Ministerieel besluit tot nadere regeling van de rol van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart bij het tot stand komen van bevrachtingsovereenkomsten en bij het bepalen van de prijzen en voorwaarden waaraan deze bevrachtings-overeenkomsten dienen te voldoen."

In de Franse tekst van het opschrift dienen de woorden "les conditions et prix" vervangen te worden door de woorden "dans la fixation des conditions et des prix".

Aanhef.

Eerste lid.

Wanneer in de aanhef uitdrukkelijk verwezen wordt naar welbepaalde artikelen van een wet- of verordenings-tekst, dienen enkel de wijzigingen die deze artikelen hebben ondergaan uitdrukkelijk vermeld te worden. De wijzigingen die mogelijks aangebracht zijn in andere bepalingen van die tekst moeten daarentegen niet in de aanhef opgenomen worden.

Het lid dient bijgevolg als volgt gesteld te worden :

"Gelet op het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, gevoegd als bijlage bij het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart,

inzonderheid op de artikelen 6 en 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 173 van 30 december 1982;".

Tweede lid.

Het is niet gebruikelijk dat in de aanhef verwezen wordt naar teksten, waarvan het in herinnering brengen enkel nuttig wordt geacht voor het bepalen van de betekenis van een besluit.

Het lid dient derhalve te vervallen.

Tweede lid (nieuw).

Men dient te verwijzen naar het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 20 november 1995.

Vierde lid (dat het zesde lid wordt).

Dit lid dient onmiddellijk te volgen op de consideransen die vervat zijn in het vijfde en zesde lid van het ontwerp (die het vierde en vijfde lid worden).

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerkingen.

1. De redactie van het ontwerp, zowel de Nederlandse als de Franse versie, laat te wensen over. Naast het veelvuldig gebruik van verkeerde taalwendingen die recht-

gezet moeten worden, dient de tekst inzonderheid op de volgende punten verbeterd te worden :

a) het is geraden heel wat overbodige woorden te schrappen die nauwelijks bijdragen tot de bevattelijkheid van de tekst; het is inzonderheid de regel dat de verwijzing naar andere bepalingen van eenzelfde ontwerp geschiedt zonder de vermelding "van dit besluit" of "van dit artikel". Zo kan bijvoorbeeld de inleidende zin van artikel 20, § 1, volgens welke "De bepalingen van de artikelen 11 tot en met 19 van dit besluit (...) niet van toepassing (zijn) op de in artikel 2 bedoelde bevrachtingen die betrekking hebben ...", als volgt geschreven worden : "De artikelen 11 tot 19 zijn niet van toepassing op de bevrachtingen bedoeld in artikel 2 die betrekking hebben ...";

b) de woorden of letters tussen haakjes, de afkortingen, de voorzetselcombinatie "en/of", alsook de lidwoorden "van het/van de" dienen vermeden te worden;

c) wanneer men in een regelgevende tekst op een verplichting wenst te duiden, gebruikt men de onvoltooid tegenwoordige tijd, eerder dan het werkwoord "dienen". In artikel 31, § 1, 1° bijvoorbeeld is het beter te schrijven "het voorstel heeft betrekking ..." in plaats van "het voorstel dient betrekking te hebben ...". Evenzo wordt het gebruik van de toekomende tijd afgeraden.

2. Het is gebruikelijk hoofdstukken en afdelingen van een wet- of verordeningstekst met Romeinse cijfers te nummeren.

In Franse wet- en verordeningsteksten vormen "Chapitre premier" en "Section première" hierop evenwel een uitzondering.

3. Onderverdeling van een zin dient te geschieden door middel van 1°, 2°, 3°, enz., die zelf eventueel onderverdeeld kunnen worden in a), b), c), enz. Het gebruik van streepjes dient zoveel mogelijk vermeden te worden.

4. Onderverdeling van een artikel in paragrafen is niet gerechtvaardigd wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Dat is inzonderheid het geval met de artikelen 20, 24, 26, 29, 31, 33.

5. Termijnen en percentages dienen voluit geschreven te worden; zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 20, § 3 (dat het derde lid wordt) "vastgesteld op zes pct." en in artikel 33, § 1 (dat het eerste lid wordt) "uiterlijk tien dagen na de feiten".

Bijzondere opmerkingen.

Aangezien verschillende bepalingen helemaal herschreven moeten worden, beperken wij ons tot de belangrijkste opmerkingen die hierna volgen.

Artikel 1.

In onderdeel 1° zou het beter zijn te schrijven : "de minister tot wiens bevoegdheid het regelen van de binnenvaart behoort".

Artikel 2.

In de Franse tekst schrijve men "Le présent arrêté" en niet "Cet arrêté". Telkens als deze laatste uitdrukking wordt gebruikt, dient die correctie te worden aangebracht.

Artikel 3.

1. Aangezien bijlage 1 reeds de verplichting oplegt om bij de aanvraag de documenten genoemd in de onderdelen 1° tot 5° van het eerste lid te voegen, is het opnemen van dezelfde verplichting in de tekst zelf een duplicering. Men zou er beter aan doen de bijlage aan te vullen door daarin de documenten te vermelden genoemd in de onderdelen 6° en 7° en paragraaf 1 te beperken tot de volgende tekst :

"Art. 3. § 1. Voordat een vervoerondernemer in aanmerking komt voor de bevrachtingen genoemd in artikel 2, dient hij het schip te laten registreren bij de Dienst. Daartoe doet hij een aanvraag door middel van het formulier in bijlage 1.

Omtrent de registratie wordt een inschrijvings-bewijs opgemaakt, dat aan de vervoerondernemer wordt afgegeven".

.../...

2. In paragraaf 2 dient de eerste zin te vervallen. De minister is immers niet gemachtigd af te wijken van de wijze waarop de aansprakelijkheid in het gemeen recht wordt geregeld.

3. In paragraaf 3 wordt niets bepaald voor het geval het bewijs gestolen wordt of beschadigd raakt.

4. Wat paragraaf 4 betreft, lijkt het vanzelfsprekend dat een nieuwe aanvraag behoort te worden ingediend. Overigens zou die paragraaf beter als volgt worden gesteld :

"§ 4. De geldigheid van het inschrijvingsbewijs vervalt wanneer het schip van eigenaar verandert of door een andere vervoerondernemer wordt overgenomen".

Artikel 8.

1. In paragraaf 1, eerste lid, van de Franse tekst schrijve men "notamment" in plaats van "entre autres". Telkens als deze laatste uitdrukking wordt gebruikt, dient die correctie te worden aangebracht. In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "Sauf dans les cas ...".

2. In paragraaf 2, eerste lid, lijkt het vrij onduidelijke begrip "familiale omstandigheden" passend onder de noemer "overmacht" te kunnen worden gebracht.

In het tweede lid wordt het volgende bepaald : "Deze periode kan in verantwoorde gevallen door de Dienst worden verlengd met maximaal 1 maand". Het is beter te schrijven : "Indien de omstandigheden zulks rechtvaardigen, kan de Dienst deze periode met maximaal een maand verlengen".

3. Paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 3. Een schip dat krachtens de paragrafen 1 en 2 ambtshalve van de beurtlijst is geschrapt, kan overeenkomstig artikel 7 opnieuw op de beurtlijst worden ingeschreven zodra het effectief weer beschikbaar is voor vervoer".

Artikel 9.

In paragraaf 3 schrijve men : "... is geschrapt kan weer op de beurtlijst worden ingeschreven ... die inschrijving opnieuw wordt aangevraagd".

Artikel 14.

De derde zin kan vervallen, als de tweede als volgt wordt gesteld : "Hij bepaalt tevens binnen welke tijdsspanne de tonnenmaatsaanvragen kunnen worden gedaan, behalve in geval van dringende noodzakelijkheid".

Artikel 15.

De tweede zin kan vervallen, als de derde als volgt wordt gesteld : "Zolang er voor een tonnenmaatsaanvraag geen kandidaat is aangewezen, kan de indiener ervan die aanvraag schriftelijk intrekken of de voorwaarden ervan wijzigen".

Artikel 16.

Paragraaf 5 bepaalt dat de in het contract opgenomen bevrachtingsvoorwaarden geen afbreuk mogen doen aan artikel 33 van de wet op de rivier-bevrachting. Zulk een bepaling is alleen aanvaardbaar wanneer dat artikel 33 afwijkingen toestaat. Dat is echter niet het geval. Deze bepaling dient dan ook te vervallen, alsook overal op alle andere plaatsen in het ontwerp waar ze voorkomt.

Artikel 19.

In de Franse tekst dient het opschrift "Partie 5", dat aan artikel 19 voorafgaat, te worden vervangen door "Section 5".

Steeds in de Franse tekst dient dat artikel te worden gevolgd door een "Chapitre IV" en niet door een "Chapitre 6".

Artikel 25.

In paragraaf 3 is het beter te schrijven :

"§ 3. Er wordt een adviescommissie opgericht, bestaande uit drie vertegenwoordigers van de vervoer-ondernemers".

Artikel 26.

1. In de paragrafen 1 en 2 (die het eerste en het tweede lid worden) schrijve men "door de minister" en niet "bij ministerieel besluit". Overigens spreekt het vanzelf dat de leden zich dienen te laten leiden door overwegingen van algemeen belang.

2. Paragraaf 6 (die het zesde lid wordt) bepaalt dat de minister "de juridische vorm" van de adviescommissie vaststelt. Zulk een regel is onaanvaardbaar, aangezien het gaat om een van de organen van de Dienst en er dan ook geen behoefte bestaat om dit orgaan een specifieke vorm te geven. Het is overigens onduidelijk hoe de minister zulk een juridische vorm (V.Z.W., enigerlei vennootschap, enz.) aan zulk een orgaan zou kunnen opleggen.

Artikel 30.

Men vervange de woorden "dienen ten minste te beantwoorden" door de woorden "beantwoorden ten minste".

Artikel 33.

1. De regeling die wordt ingesteld door de paragrafen 1, 2 en 3 (die het eerste, tweede en derde lid worden) van artikel 33, heeft in feite betrekking op twee verschillende rechtstoestanden :

a) de minnelijke schikking waarom door de partijen of door een van hen verzocht is (§§ 1 en 2);

b) de scheidsrechterlijke uitspraak (§ 3).

Terwijl kan worden aanvaard dat de bemiddelingscommissie de bevoegdheid krijgt toegewezen om hetzij de partijen te verzoenen, hetzij voor te stellen een dading te

sluiten, is het niet toegestaan haar de opdracht toe te kennen "uitspraak te doen" (§ 2), dit wil zeggen een geschil te beslechten, zonder dat alle partijen hebben ingestemd met zulk een procedure van arbitrage.

Bovendien mag niet in een ministerieel besluit worden bepaald dat wanneer alle partijen de bemiddelingscommissie een arbitragetaak hebben opgedragen, die arbitrage anders verloopt dan op de wijze waarin voorzien is door de bepalingen van het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek.

In paragraaf 2 dienen de woorden "een uitspraak te doen of" dan ook te vervallen en paragraaf 3 dient grondig te worden herzien.

2. Overigens schrijve men "beslissing" en niet "uitspraak".

3. In paragraaf 4 (die het vierde lid wordt) schrappe men het woord "aanwezig" na het woord "voltallig".

In de Franse tekst behoort, naar het zich laat aanzien, "au complet" te worden geschreven in plaats van "en nombre", als men dezelfde gedachte wil vertolken als in de Nederlandse tekst.

Artikel 36.

Onderdeel 2° van de Franse tekst, dat nauwelijks te begrijpen is, moet worden herschreven.

Artikel 40.

1. Hoewel artikel 6 van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart de minister machtigt in "tuchtmaatregelen" te voorzien, maakt geen enkele uitdrukkelijke machtiging van de wetgever de minister bevoegd om administratieve geldboeten op te leggen, zoals geschiedt in paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), 1°.

2. De redenen voor het opleggen van de overige straffen voorgeschreven in de onderdelen 2° en 3° van hetzelfde eerste lid, dienen beter te worden bepaald en de wijze waarop de rechten van verdediging - gelet op de inzonderheid patrimoniale gevolgen van die sancties - worden uitgeoefend behoort op minder summiere wijze te worden vastgesteld. Bovendien behoren de algemene beginselen van de administratieve bestraffing te worden nageleefd.

Bovendien is niet duidelijk wat in onderdeel 2° bedoeld wordt met "achteruitstelling", een woord dat niet voorkomt in van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal.

Artikel 42.

De Raad van State ziet niet in op welke rechtsgrond de minister de commissaris van de Dienst voor regeling der binnenscheepvaart zou kunnen machtigen om de beurtlijst "volgens bevrachtings-districten" op te delen.

Artikel 43.

De inleidende zin dient als volgt te worden geschreven :

"Art. 43. Opgeheven worden :".

Bovendien :

a) behoren in onderdeel 3°, in de verwijzing naar het ministerieel besluit van 23 september 1953, de woorden "zoals het achteraf werd gewijzigd" te worden vervangen door de woorden "gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 1 februari 1954, 25 september 1954, 12 september 1955, 29 september 1956, 13 april 1957, 28 december 1965, 15 september 1966, 12 juni 1968, 21 juni 1970, 28 juli 1970, 29 januari 1974, 11 maart 1974 en 27 december 1989";

b) schrijve men in onderdeel 4°, in de verwijzing naar het ministerieel besluit van 19 februari 1954 "de beurt-bevrachtingskantoren van de Dienst" in plaats van "de beurtkantoren van de Dienst";

c) schrappe men het ministerieel besluit van 18 juni 1959, waarnaar onderdeel 6° verwijst, aangezien dat besluit opgeheven is bij ministerieel besluit van 6 oktober 1967;

d) vulle men onderdeel 8°, de tekst betreffende het ministerieel besluit van 6 oktober 1967, aan als volgt : "gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 oktober 1969";

e) behoort in onderdeel 17° de Franse tekst betreffende het ministerieel besluit van 14 maart 1985 te worden aangevuld met "modifié par les arrêtés ministériels des 6 mars 1986 et 25 janvier 1990";

f) behoort in onderdeel 18° het opschrift van het ministerieel besluit van 15 november 1985 correct, als volgt, te worden weergegeven : "betreffende de laad- en lostijd en het bedrag van het liggeld voor de door bemiddeling van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart gesloten bevrachtingscontracten voor de transporten uit te voeren binnen de grenzen van het Rijk";

g) schrappe men in onderdeel 20°, voor het ministerieel besluit van 11 mei 1987, de doelloos geworden verwijzingen naar de ministeriële besluiten van 22 oktober 1992 en 5 oktober 1993, vulle men tevens aan met de woorden "en 6 oktober 1995";

h) behoort in de Franse tekst van het ministerieel besluit van 17 juli 1987, waarnaar in onderdeel 21° wordt verwezen, de wijziging te worden vermeld die in dat besluit is aangebracht bij ministerieel besluit van 27 februari 1989.

i) schrappe men het ministerieel besluit van 24 december 1991; waarnaar onderdeel 22° verwijst, aangezien dit besluit opgeheven is bij ministerieel besluit van 29 februari 1996.

Slotopmerking.

In aansluiting aan wat onder punt 1. van de algemene opmerkingen wordt gesteld, namelijk dat behalve de Franse, ook de Nederlandse tekst van het ontwerp talrijke verkeerde taalwendingen bevat, worden hierna ten overvloede de volgende voorbeelden gegeven :

1° herhaaldelijk wordt het werkwoord "voorleggen" gebruikt waar "overleggen" wordt bedoeld (art. 3, § 1; art. 4, § 1);

2° het woord "terug" wordt stelselmatig in de niet-correcte betekenis van "weer, wederom, opnieuw" gebruikt (art. 8, § 3; art. 9, § 3; art. 10, § 2; art. 16, § 3, c), tweede lid);

3° in heel het ontwerp wordt misbruik gemaakt van de lijdende vorm, "Elk schip dat geregistreerd werd" in plaats van "... geregistreerd is" (art. 5); "met het schip een contractuele verbintenis werd aangegaan" in plaats van "... is aangegaan" (art. 8, § 1);

4° tegen de wetgevingstechnische voorschriften in wordt stelselmatig de onvoltooid tegenwoordige tijd gebruikt

in bepalingen, in plaats van de onvoltooid toekomende tijd;

5° als gevolg van een gebrekkig taalgebruik wordt soms het tegenovergestelde geschreven van wat in feite bedoeld wordt, zoals in art. 16, § 3, a), b) en c), waar "weerhouden" staat, wat eigenlijk "tegenhouden" betekent en niet "in aanmerking nemen".

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit :

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.